

# L'ANALYSE DE

JEAN PISANI-FERRY



## LA MONDIALISATION EST À REBÂTIR, PAS SEULEMENT À RÉPARER

28 octobre 2020

Si les Etats-Unis reviennent de manière constructive dans le concert des nations, trois priorités s'imposent : prendre soin des biens communs mondiaux, pacifier les relations commerciales mondiales et protéger davantage les populations exposées aux effets inégalitaires de la mondialisation. Chacun de ces défis exige une intense coopération internationale. Mais la rivalité des grandes puissances est plus intense que jamais...

**U**n second mandat de Donald Trump achèverait certainement de démolir le système économique international de l'après-Seconde guerre mondiale. Son unilatéralisme agressif, ses initiatives commerciales chaotiques, son mépris pour la coopération multilatérale et son dédain pour les biens communs globaux finiraient de mettre à bas le réseau de règles et d'institutions qui sous-tend la mondialisation. Mais une victoire de Biden permettrait-elle de réparer ce système ? Et si oui, pour quelle réparation ? C'est une question à laquelle il est beaucoup plus difficile de répondre.

Le désir de balayer l'héritage de Trump ne fera défaut ni aux États-Unis ni dans le reste du monde. Mais une simple tentative de restaurer le *statu quo* ne permettra pas de relever les principaux défis de la gouvernance mondiale dont certains sont d'ailleurs à l'origine de l'élection de Trump. Comme le note Adam Posen, du *Peterson Institute*, ce n'est pas de réparation, mais de reconstruction qu'il faut parler<sup>[1]</sup>. Celle-ci doit commencer par l'identification des problèmes auxquels le système international doit faire face.

La première priorité est d'orienter ce système vers les biens communs. La préservation des communs globaux comme le climat ou la biodiversité n'était bien naturellement pas identifiée comme un enjeu d'importance lors de la conception de l'architecture économique de l'après-1945, et (de manière plus discutable cette fois) elle est restée une priorité secondaire lors de sa rénovation partielle, dans l'après-Guerre froide.

[1] Voir Adam Posen, "Rebuilding the Global Economy", octobre 2020.  
[https://www.piie.com/microsites/rebuilding-global-economy\\_](https://www.piie.com/microsites/rebuilding-global-economy_)

Au lieu de porter l'attention sur les liens invisibles qui nous rattachent à un destin commun, l'accent a été mis sur les liens visibles nés des échanges de biens et de capitaux. Les règles et institutions qui régissent les premiers demeurent sensiblement plus faibles que celles qui régulent les seconds.

L'intention affichée par Biden de rejoindre inconditionnellement l'accord de Paris sur le changement climatique est bienvenue, mais elle ne constituera pas, à elle seule, un programme ambitieux et applicable. Le grand nombre des acteurs et la forte tentation de reporter de l'initiative sur les épaules des autres rendent la préservation des communs globaux notoirement difficile. Même pour la santé, les solutions trouvées jusqu'ici ne sont pas à la hauteur du défi.

L'action climatique est cruciale. En l'absence d'un improbable consensus global, elle va devoir s'appuyer sur une coalition dont les membres convergent vers des objectifs concrets et sur des mécanismes d'ajustement aux frontières applicables aux échanges avec les pays tiers. La mise en œuvre sera semée d'embûches. Pour qu'elle fonctionne, il faudra s'accorder sur les mesures commerciales jugées acceptables et celles qui relèvent au contraire d'un protectionnisme déguisé : la barre est haute. L'Europe est ici sur la ligne de front, puisqu'elle a déjà exprimé son intention d'introduire un ajustement aux frontières[2]. C'est une responsabilité majeure.

La deuxième priorité est de rendre le système économique global aussi résilient que possible face aux rivalités. Quel que soit le vainqueur des élections du 3 novembre, l'affrontement des puissances entre la Chine et les Etats-Unis continuera de dominer les relations internationales. L'analogie avec la Guerre froide qui vient à l'esprit est cependant trompeuse, car les protagonistes d'aujourd'hui sont l'un pour l'autre des partenaires économiques essentiels. Alors que la part de l'Union soviétique dans les importations américaines n'a jamais excédé une fraction de point de pourcentage, la Chine en représente actuellement 18%. Les partisans inconditionnels du découplage présentent, à tort, le développement chinois comme une menace pour la sécurité nationale américaine et veulent mettre fin à cette interdépendance dans le but de stopper la croissance chinoise. Mais comme le dit Nicholas Lardy, du Peterson Institute, un découplage général d'avec la Chine induirait des coûts élevés pour des bénéfices minimes[3].

---

[2] Voir la Communication de la Commission du 11 décembre 2019 sur le *European Green Deal*.

[3] Nicholas R. Lardy, « Priorities for 2021 Economics Talks With China », Peterson Institute for International Economics, Octobre 2020.

La question, dès lors, est de savoir comment à la fois reconnaître la réalité des tensions géopolitiques et contenir leur interférence dans les relations économiques globales. La référence ici n'est pas la Guerre froide mais la rivalité entre Royaume-Uni et Allemagne d'avant 1914, dans le contexte de la première mondialisation. L'argument avancé à l'époque, selon lequel les liens économiques rendaient la guerre impensable, s'est révélé erroné[4]. Mais aussi longtemps que les États s'abstiendront de mener une véritable guerre, un régime multilatéral fort pourra les aider à réprimer leurs tentations de la mener par d'autres moyens.

L'Europe est ici au tout premier rang des témoins. Elle risque de subir les dommages collatéraux de la lutte entre les deux géants. L'un comme l'autre se sont déjà livrés à des manœuvres d'intimidation à son endroit. Mais l'UE n'est pas impuissante. Elle doit et peut défendre un ordre international fondé sur des règles et mener la lutte contre la militarisation des relations économiques internationales[5]. Comme indiqué dans un récent rapport du *think tank* ECFR, il faut déjà qu'elle commence à se mettre en état de résister à la coercition économique[6].

La troisième priorité est un système économique mondial plus protecteur des travailleurs et des citoyens. Les doutes quant à la mondialisation n'ont fait qu'augmenter avec le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, la montée des inégalités et la prise de conscience que, dans une situation de crise sanitaire, des économies avancées pouvaient avoir du mal à se procurer de simples masques et des médicaments d'usage courant[7]. Les citoyens et les travailleurs veulent un système économique plus protecteur. Les gouvernants en ont pris bonne note et veulent montrer qu'ils se soucient d'eux. La question est de savoir comment.

La première réponse devrait relever des politiques internes : de l'éducation et la formation à la revitalisation des territoires et à la redistribution, les gouvernements peuvent faire beaucoup, mais ont négligé de le faire pendant l'âge d'or de la mondialisation libérale. Il est temps maintenant de changer de politiques.

[4] Voir Norman Angell, *The Great Illusion. A Study of the Relation of Military Power to National Advantage*, G.P. Putnam's Sons, 2012.

[5] Voir Henry Farrell et Abraham Newman, "Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion", *International Security* vol. 44 n°1, été 2019.

[6] Jonathan Hackenbroich with Janka Oertel, Philipp Sandner, and Pawel Zerka, « Defending Europe's Economic Sovereignty: new ways to resist economic coercion », *Policy Brief*, October 2020 [https://ecfr.eu/publication/defending\\_europe\\_economic\\_sovereignty\\_new\\_ways\\_to\\_resist\\_economic\\_coercion/](https://ecfr.eu/publication/defending_europe_economic_sovereignty_new_ways_to_resist_economic_coercion/)

[7] Voir le *Globalization Survey* de YouGov, août 2020 (<https://ged-project.de/globalization/7-findings-from-our-new-2020-globalization-survey/>) et, plus récent, le sondage *Fractures françaises* IPSOS/Jean Jaurès/CEVIPOF, septembre 2020 (<https://jean-jaures.org/nos-productions/fractures-francaises-2020-cinq-enseignements-pour-les-entreprises>)

L'expérience a montré, cependant, que peu de gouvernements nationaux élaborent une réponse complète s'ils ne sont pas appuyés par l'environnement global. Réduire l'évasion fiscale des multinationales et la concurrence réglementaire agressive ne sont pas des tâches que les nations peuvent accomplir seules. Il faut reconnaître que la soutenabilité de l'ouverture économique dépend de l'équité dans la répartition de ses avantages. Et, comme l'a soutenu depuis longtemps Dani Rodrik, le système mondial devrait à la fois promouvoir l'ouverture et faire place à l'adaptation nationale[8].

Chacun des trois objectifs (prendre soin des biens communs mondiaux, contenir la militarisation des relations économiques et rendre le système plus protecteur) est un défi. S'attaquer simultanément aux trois a tout d'une mission impossible. Jamais dans l'histoire des empires rivaux n'ont été contraints de coopérer pour faire face à des menaces communes d'une ampleur comparable. Il n'est pas difficile d'anticiper comment des objectifs louables (éviter les fuites de carbone, renforcer ce que l'Europe appelle désormais « *l'autonomie stratégique* ») peuvent être utilisés comme prétextes au protectionnisme le plus obtus. Et comment éviter une rupture économique mondiale si la Chine est à la fois perçue comme une menace pour la sécurité nationale, un pollueur sans scrupule et un démolisseur des droits sociaux ? Les années à venir vont mettre à rude épreuve les capacités de leadership de nos dirigeants.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

*Jean Pisani-Ferry est économiste. il enseigne à Sciences Po et est titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence). Il est également senior fellow chez Bruegel (Bruxelles) et nonresident Senior Fellow au Peterson Institute (Washington).*

---

[8] Dani Rodrik, *Straight Talk on Trade: Ideas for a Sane World Economy*, Princeton University Press, 2017.